

**Union européenne - Conseil conjoint  
du ministères des affaires  
étrangères et de la défense**  
(Luxembourg, 25 juin 2018)

Un Conseil conjoint affaires étrangères/défense s'est tenu à Luxembourg le 25 juin 2018. Il a porté sur les points suivants :

- **Sécurité et défense** : Les discussions ont permis de faire le bilan des progrès accomplis et en cours dans le domaine de l'Europe de la défense au cours des derniers mois : développement de l'autonomie stratégique de l'Union, opérationnalisation de la coopération structurée permanente, adoption proche du règlement sur le fonds européen de défense, revue annuelle coordonnée de défense/CARD, lutte contre les menaces hybrides, réforme des partenariats, PSDC civile. Ce fut également l'occasion de tracer de nouvelles perspectives, quelques jours avant le Conseil européen qui traitera également de ces questions. Les échanges ont aussi porté sur les propositions de la Commission pour le prochain cadre financier pluriannuel 2021-2027 avec une nouvelle rubrique sécurité/défense et l'augmentation significative du fonds européen de défense. Les ministres auront ensuite un échange de vues avec le secrétaire général de l'OTAN sur la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN, notamment dans le domaine de la mobilité militaire, en amont du prochain Sommet de l'Alliance en juillet à Bruxelles, en soulignant l'absence de duplication inutile et la contribution incontestable de l'UE au partage du fardeau.

- **Yémen** : La situation au Yémen a été abordée, en présence de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, Martin Griffiths qui a présenté son plan d'action, comme il l'a fait devant le conseil de sécurité le 18 juin à New York. Cette discussion a permis de marquer le soutien européen aux efforts de l'envoyé spécial pour trouver une solution politique au conflit yéménite et de souligner l'importance de prendre toutes les mesures pour remédier à la situation humanitaire alarmante, ce qui sera un des objectifs de la réunion d'experts du 27 juin à Paris.

- **Corne de l'Afrique et mer Rouge** : Le Conseil a évoqué les enjeux communs entre la Corne de l'Afrique et la mer Rouge, dans un contexte marqué par l'impact de la crise du Golfe et de la guerre au Yémen sur la sécurité et la stabilité à long terme de la région, et en particulier les conséquences sur la situation humanitaire et les déplacements de population. Ce point a donné lieu à l'adoption de conclusions afin d'encourager notamment le dialogue avec tous les pays riverains de la mer Rouge et les acteurs régionaux et internationaux concernés pour prévenir les conflits, renforcer la sécurité maritime, lutter contre le terrorisme et la traite des êtres humains, et renforcer la coopération sur les enjeux globaux (économie, investissements, développement durable) dans cette région. Une attention particulière devra être portée à la stabilité et la sécurité de la Somalie et à la transition progressive des responsabilités sécuritaires de la mission AMISOM aux forces de sécurité somaliennes.

- **Stratégie globale de l'Union européenne** : Comme chaque année depuis l'adoption en 2016 de

cette stratégie, la Haute-Représentante a fait un point sur sa mise en oeuvre. La stratégie globale fixe les grandes priorités et intérêts stratégiques de l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité et s'appuie sur le concept clé d'autonomie stratégique dans lequel nous inscrivons l'ensemble de notre action. La France a rappelé qu'une attention particulière doit être portée sur les questions de sécurité et défense et le renforcement du continuum entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure.

- Jordanie : Le Conseil a réaffirmé le soutien politique et économique de l'Union européenne à la Jordanie, partenaire stratégique et essentiel pour la stabilité de la région, notamment par le biais de nouvelles mesures commerciales pour favoriser l'intégration des réfugiés syriens sur le marché du travail jordanien.

La France est également intervenue pour présenter les résultats de la conférence internationale du 29 mai à Paris sur la Libye et informer nos partenaires de l'état de mise en oeuvre des engagements pris par les parties libyennes à cette occasion./.